

Demain, une autre Europe

NOUVELLES FRONTIÈRES

L'an prochain, le Royaume-Uni quittera l'Union. Et l'Europe commencera à se déconstruire. Ce sera un tournant pour notre continent. A l'extérieur, la Russie de Poutine et les Etats-Unis de Trump vont attiser ses divisions alors que la Chine du parti unique lui a déclaré la guerre, celle des valeurs en lui opposant un autre modèle. A l'intérieur, cette même Europe, déboussolée, va se déchirer, tiraillée par ses nationalismes et ses démagogues, les citoyens se reconnaissant de moins en moins dans ses institutions, la nécessité d'un destin commun autrefois dicté par les leçons de l'histoire s'étant effilochée. Cette désintégration, si elle n'est pas stoppée, mènera au retour des catastrophes.

La République et les régions

L'Europe est en crise. Elle est trop faible pour résister aux puissances impérialistes qui la défient. Elle est trop peu démocratique pour répondre aux attentes de ses citoyens, qui se recroquevillent sur leur propre espace national en quête de sécurité. Les Européens ne se reconnaissent plus dans l'Union européenne. L'Europe, comme espace de droit commun et de liberté partagée, ne survivra que si elle s'invente une nouvelle forme de souveraineté qui dépasse celle des Etats-nations – invention récente – et qui s'inscrit dans de nouvelles institutions, une nouvelle citoyenneté. Ce projet, c'est celui d'une République européenne. Il nécessite une révolution des esprits, la reprise du contrôle de l'économie par le politique.

Cette République abolira les frontières nationales au profit des régions – au nombre de 50 ou 60 – ce qui réglera par là même le problème des déséquilibres entre nations. Ses institutions seront classiques et démocratiques, elle assurera des droits et des devoirs identiques pour tous les Européens, elle aura son armée, elle pourra peser sur les affaires du monde.

«Mais le mouvement pourrait s'accélérer. Des événements pourraient le précipiter»

«Pour y arriver, il faudra résoudre des problèmes de deux ordres: ceux de la stratégie à suivre pour parvenir à instituer la République et ceux de sa future organisation.» Il faudra pour cela une période de mûrissement, débattre, élire une constituante. Tout cela pourrait prendre dix à vingt ans. «Mais le mouvement pourrait s'accélérer. Des événements pourraient le précipiter.»

Abolir le capitalisme

Cette République, brossée ici à grands traits, est défendue par une professeure allemande de

sciences politiques, Ulrike Guérrot, qui enseigne à Berlin. Son projet est rendu accessible au lecteur francophone par le résumé qu'en fait Jean François Billeter dans un ouvrage* qui vient de paraître. Le sinologue en complète le propos par une réflexion philosophique sur l'héritage des Lumières, l'avenir de nos sociétés et le rôle de la femme dans l'exercice du pouvoir. L'une de ses conclusions est que cette République, qu'il appelle de ses vœux, devrait inscrire dans sa Constitution l'abolition du capitalisme comme la Révolution française mit fin aux privilèges aristocratiques et à l'esclavage. «Pour le moment, seule l'Europe peut opposer au capitalisme, non plus des raisons, mais la raison, écrit-il, et créer une société ouverte allant vers la satisfaction du besoin et du désir humains essentiels. Son histoire l'y conduit. Si elle réussit, ce sera le retour de la beauté.»

Une belle et dangereuse utopie? C'est la réflexion d'un esprit parfaitement original et libre qui appelle à «puiser dans l'horreur qui guette la force d'agir pour le mieux». Une lecture nécessaire pour aborder 2019.

* **Demain l'Europe**, Jean François Billeter, Allia, 46 pages.

Frédéric Koller

